

**Conférence ETUI – CES, Bruxelles 24-26 sept. 2014**

*L'Europe à la croisée des chemins. Quelle voie pour des emplois de qualité et la prospérité?*

**Panel 7 : Emploi, dynamiques et politiques de travail au sud de l'Europe : le cas de la Grèce**

*Christos Triantafillou*

Institut de Travail de la Confédération Générale des Travailleurs Grecs

INE-GSEE

## Philosophie et caractéristiques des politiques appliquées en Grèce depuis 2010

- **La crise de la dette** a servi de **prétexte pour imposer des politiques drastiques d'austérité budgétaire et de dévaluation interne**, insistant exclusivement sur des politiques de l'offre, en sous-estimant le rôle de la demande, de la répartition des revenus et de la justice sociale
- Les mesures/interventions du Programme d'ajustement comportent dans leur noyau dur une curieuse logique d'identification :
  - **Austérité = Ajustement budgétaire**
  - **Réduction du coût du travail (salaires) = amélioration de la compétitivité et de l'emploi**

## Les Programmes d'ajustement (sous le contrôle de la Troïka)

appliquent /imposent :

- **Une thérapie de choc budgétaire:** réduction des dépenses + augmentation des impôts (pure logique comptable, complète indifférence pour les conséquences économiques & sociales ou l'érosion de la base productive, puis «*larmes de crocodile*» par la suite sur les multiplicateurs budgétaires)
- accompagnée d'**une logique de dévaluation interne** (recherchée essentiellement à travers la baisse drastique des salaires), **prétextant améliorer ainsi la compétitivité et l'emploi.**
- **La baisse du coût du travail :** objectif quantitatif du Programme (-15% jusqu'en 2014)

**Dans le cadre des plans de «sauvetage»,  
les programmes appliqués depuis 2010 contiennent des**

- **Mesures d'austérité budgétaire** (coupes dans les salaires, pensions, dépenses de santé & éducation, investissement publics) + augmentation d'impôts indirects et directs
- **«Changements structurels»** (changements radicaux concernant le système de pensions, de relations industrielles et le marché du travail + privatisations etc.
- **Interventions pour baisser le coût du travail** : série de mesures pour plus de flexibilité sur le marché du travail au profit des employeurs, baisse des cotisations patronales , interventions publiques directes pour baisser les salaires nominaux dans le secteur public et privé, reformes qui transforment les systèmes de négociation collective et de formation des salaires (démantèlement des CCT), visant à créer **un nouveau paysage pour le travail**

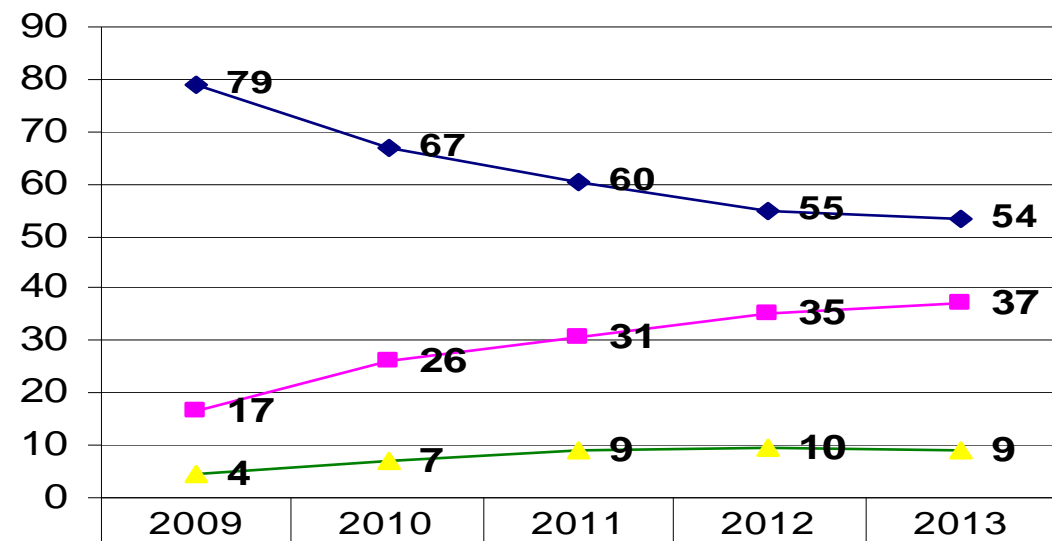
## Secteur public : Principales mesures

- Réduction horizontale de salaires & primes
- Augmentation de la durée du travail à 40 heures (de 37,5 heures)
- **Suppression de 2 mois de salaires par an** (13ème et 14ème mois)
- **Nouvelle grille salariale «unifiée»** dans la fonction publique : **baisses nominales des salaires entre -7% et -55%**
- **Baisse nominale des salaires de 35%** dans 11 entreprises publiques
- **Suppression des CCT dans les entreprises publiques** et alignement des salaires à la grille unifiée des fonctionnaires
  
- **Réduction du personnel**, Objectif 2015 : 150.000 fonctionnaires en moins
  - Règle: 1 embauche pour 5 départs
  - «mise en disponibilité» - «mobilité»: 25.000 personnes dont 15.000 départs (licenciements) exigés par la Troïka
- Alors, que plus de 200.000 personnes ont déjà quitté la fonction publique

## Renforcement des formes d'emplois flexibles et de la gestion du temps de travail par les employeurs

- Extension de la durée maximale du travail intérimaire (de 12 à 36 mois) et des CDD (de 24 à 36 mois)
- Réduction du coût des heures supplémentaires (-20%)
- Période d'essai: passe de 2 à 12 mois avec possibilité pour l'employeur de résilier le contrat sans indemnisation
- Un temps partiel très spécial (appelé «job rotation»): diminution unilatéral du temps hebdomadaire (nombre de jours travaillés) avec réduction proportionnel du salaire pour une durée de 9 mois dans la même année
- etc. ...etc.... etc. ....

### Contrats plein temps, mi-temps et "spécial mi-temps" (appelé "job rotation") en % des nouvelles embauches



◆ Full-time	79	67	60	55	54
■ Part-time	17	26	31	35	37
▲ "Special Part-time"	4	7	9	10	9

Source : Inspection du Travail (SEPE)

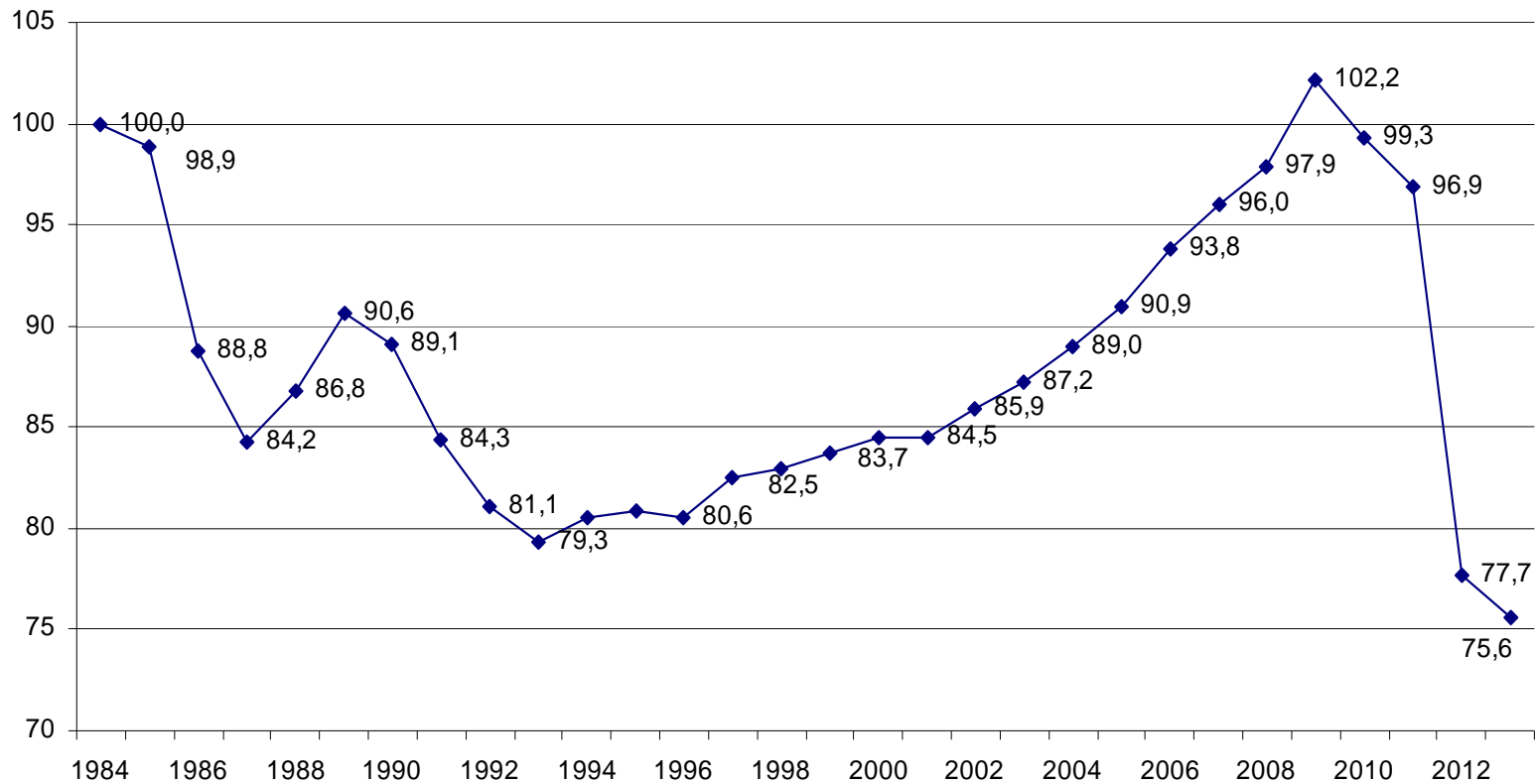
## Mesures pour faciliter les licenciements mais aussi pour réduire parallèlement la protection des chômeurs

- **Augmentation du seuil des licenciements collectifs** (de 2% à 5% par mois)
- **Baisse du coût pour les employeurs** à travers la réduction du temps de préavis et plafonnement aux indemnités de licenciement pour les salariés
- **Réduction de l'indemnité chômage (-22%)** qui passe de 461,5€ à 360€ euros par mois (montant fixe sans lien avec le salaire précédent)
- **Plafonnement de la durée d'indemnisation** (pas plus de 400 jours d'indemnisation au cours des 4 dernières années au total)



# Mémorandum II (2012) : Réduction du salaire minimum national de 22% et de 32% pour les jeunes

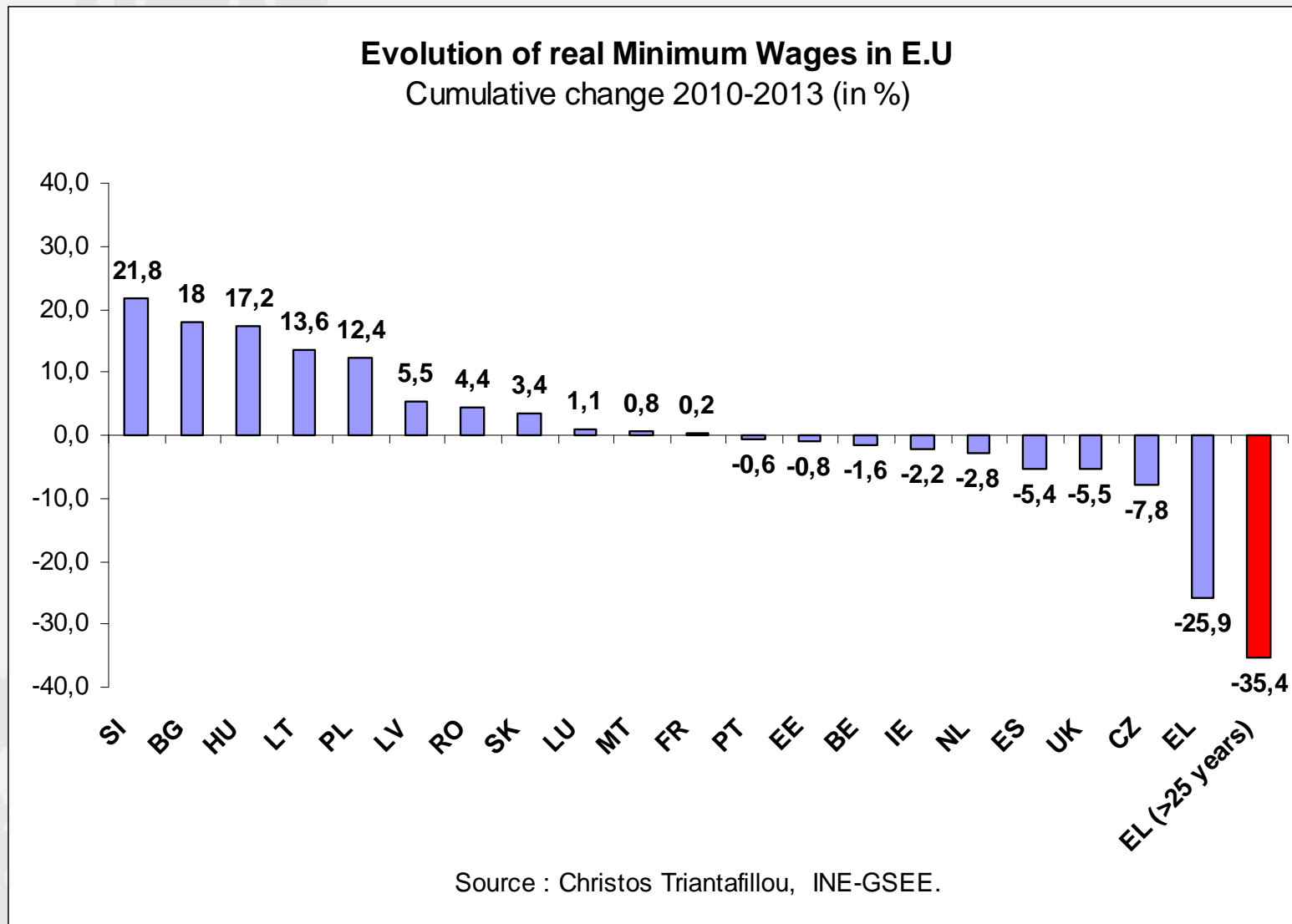
Evolution of the real minimum wage in Greece, 1984-2013  
1984=100



Source : Christos Triantafyllou, INE-GSEE. Calculation based on data as derived from CLAs and Memorandum II (2012).

# Évolution du salaire minimum réel dans l' U.E

Variations cumulées 2010-2013 (en %)



## **Destruction du système des CCT**

### **Décentralisation radicale de la négociation collective**

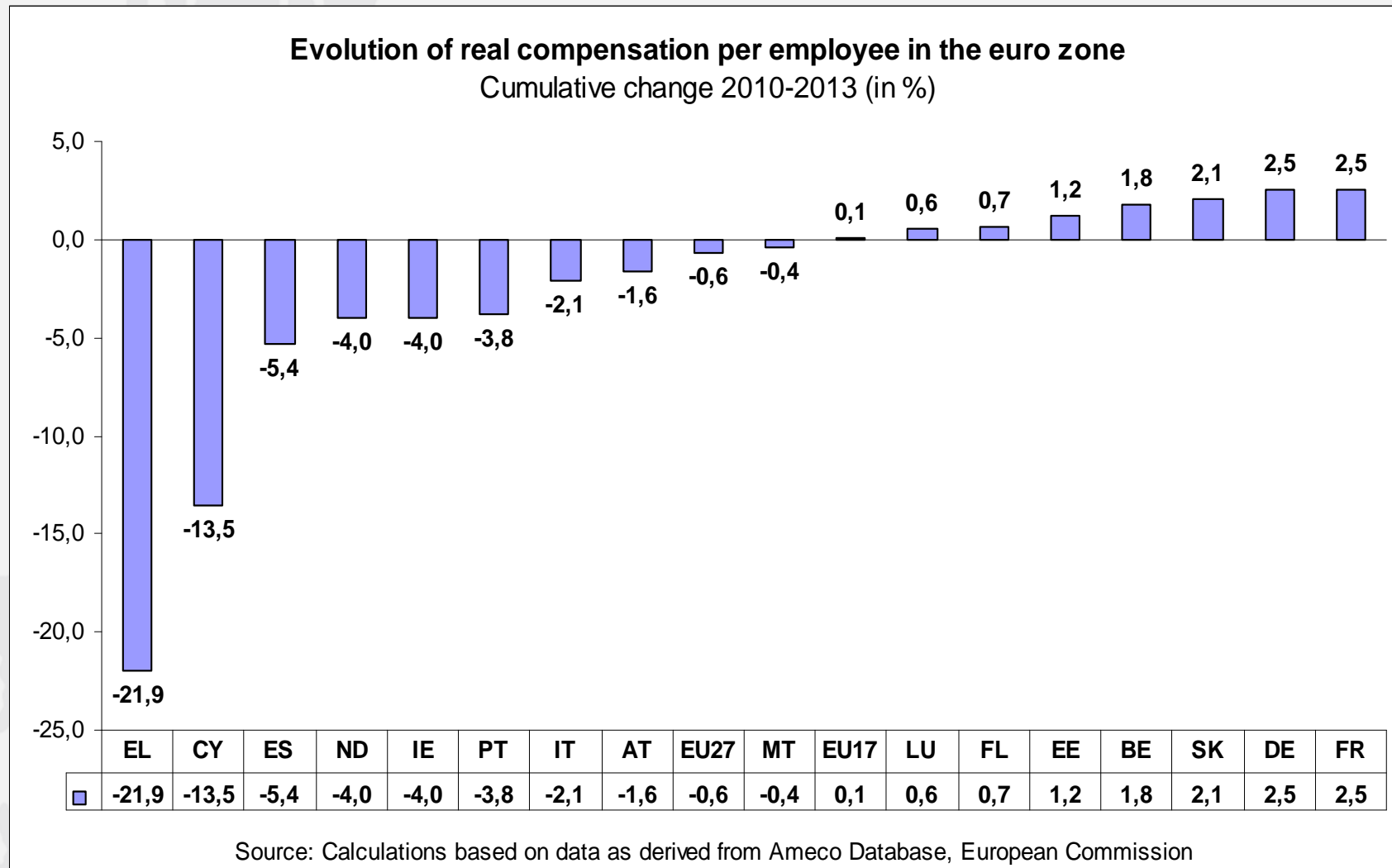
*Dérégulation du système de négociation collective et désarticulation entre les différents niveaux des CCT*

- **Suspension du principe de favorabilité**
- **Suspension du processus d'extension des CCT**
- **Suprématie de la convention d'entreprise** par rapport aux autres CCT (sectorielles ou professionnelles)
- A part les syndicats des **“unions de personnes”** peuvent conclure des CCT
- **Limitation de l' «after effect» des CCT** qui expirent
- **Différentes obligations par rapport aux CCT**, selon que l'entreprise soit membre ou pas d'une organisation patronale
- e.t.c. e.t.c.

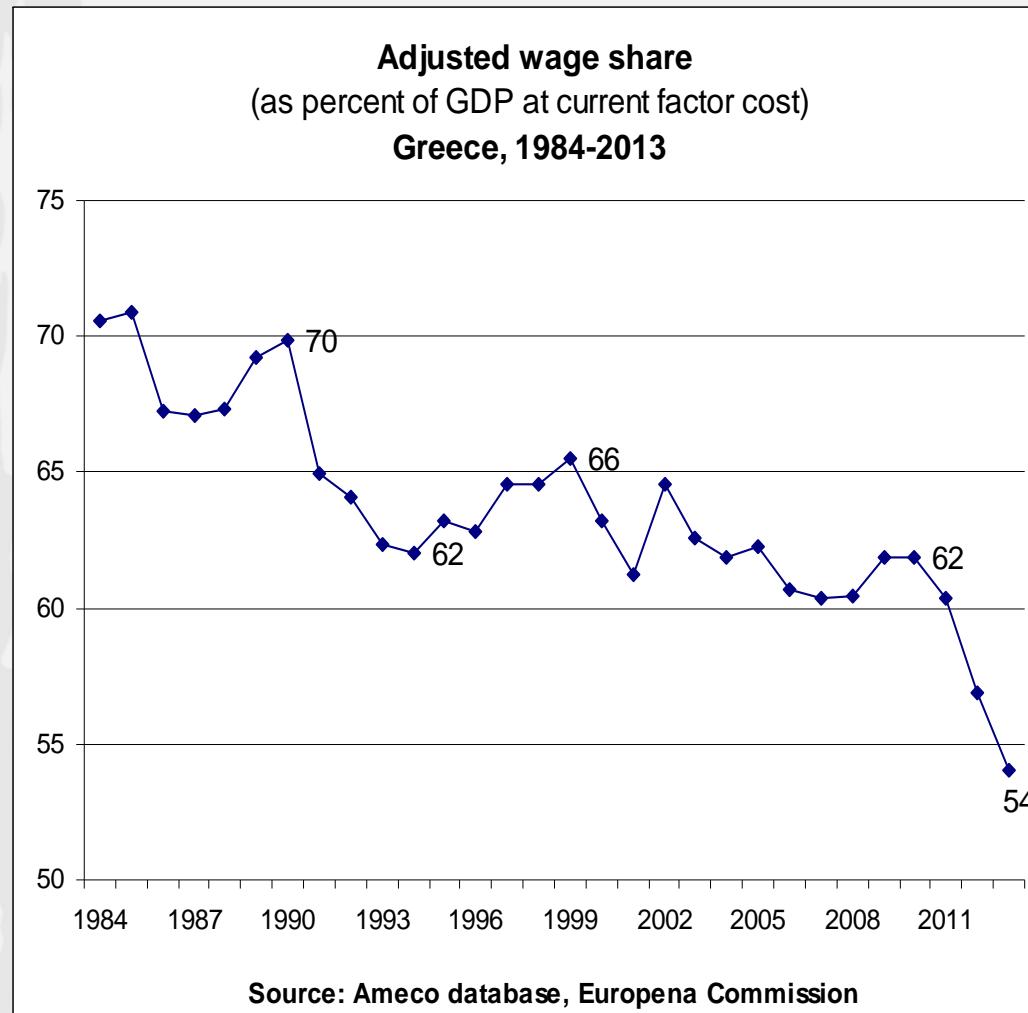
## Le nouveau cadre de la négociation collective et de la formation des salaires

- **Les nouvelles CCT d'entreprises** : baisses nominales des salaires entre 10-40%
- **Les nouveaux contrats individuels**: baisses nominales de salaires entre 20-25%
- **Des nouvelles CCT sectorielles** : comportent des baisses nominales des salaires (ex. tourisme -15%, commerce -6,3% % ) avec l'espoir de « freiner » des baisses encore plus fortes en cas d'absence de CCT

# Evolution de la rémunération réelle par employé 2010-2013



# Part salariale/V.A : - 8 points (record historique) 54% en 2013 62% en 2009

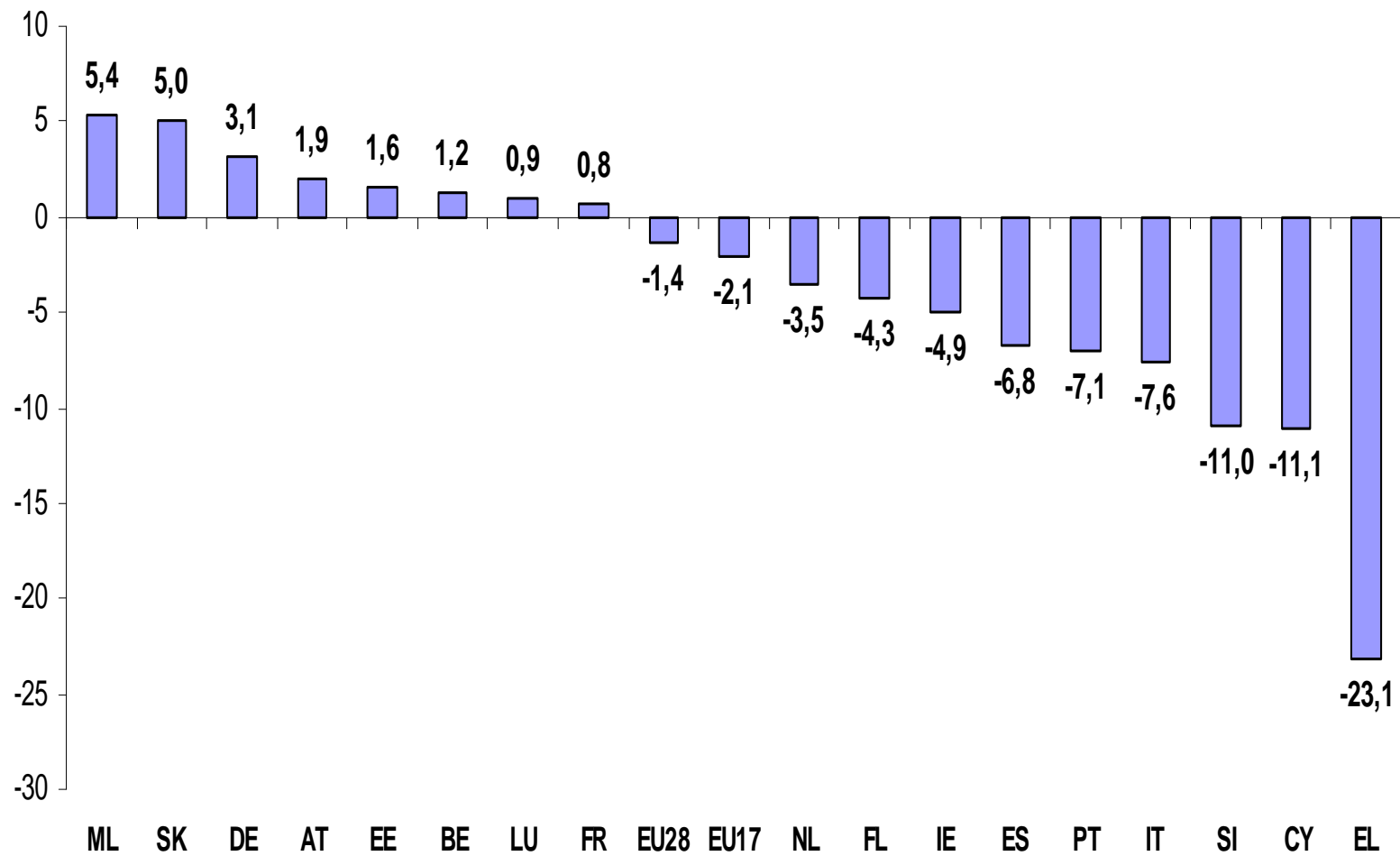


## GRÈCE: Thérapie de choc budgétaire & Dévaluation interne «Success story» et “Real Story” (1)

- PIB : **-23,1%** ,
- Investissement (FBCF) : **-55%**
- Coût Unitaire du Travail: **-14%**
- Performance à l'exportation : **-13,7%**
  
- Dette publique : **176% du PIB** en 2013  
(113% en 2008, 129% en 2009)

## Evolution of GDP in the Euro Zone countries, 2008-2013

Cumulative change (in %)



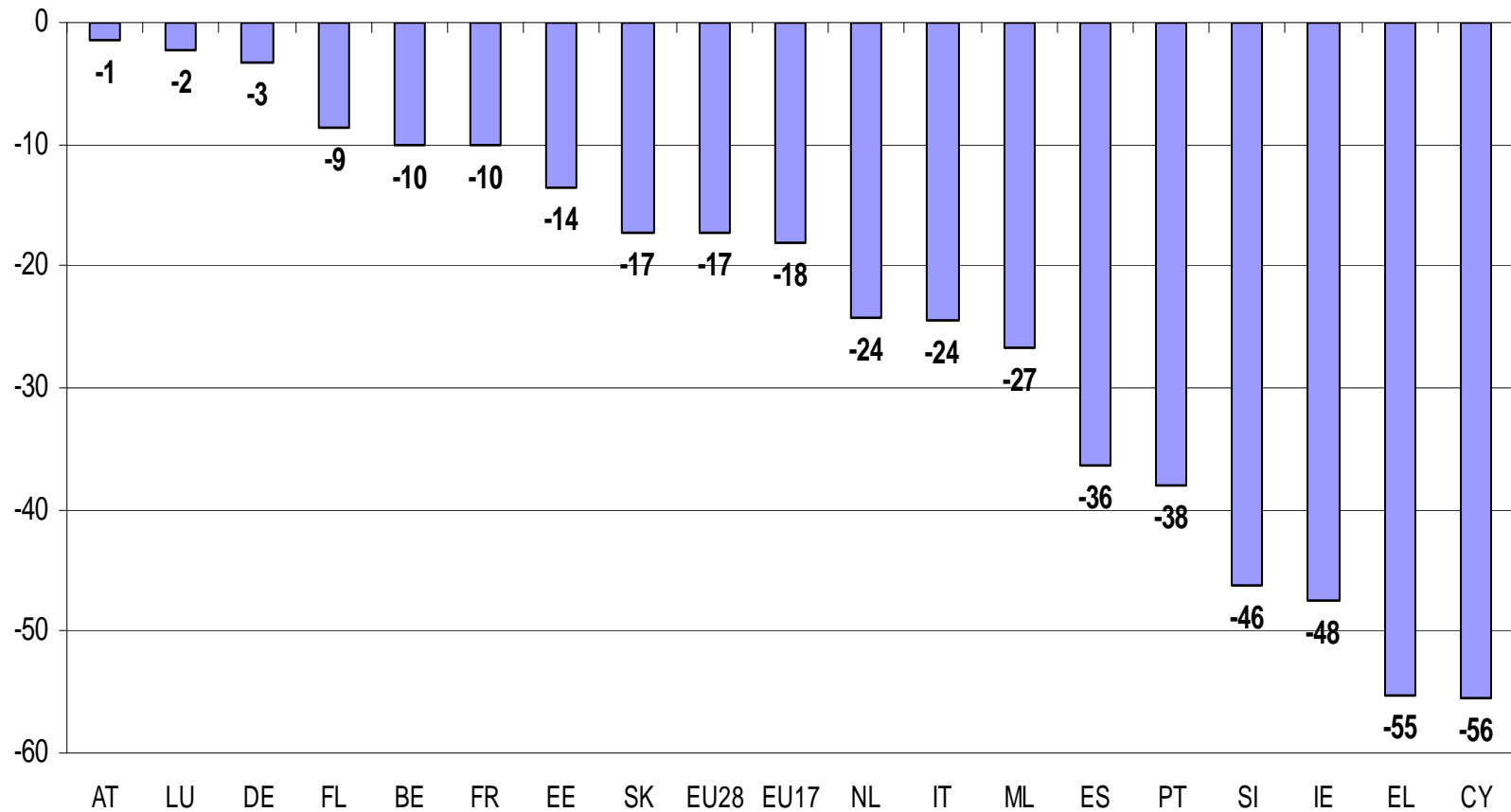
Source : Calculations based on data derived from Ameco Database European Commission



## Evolution of Investment in the Euro Zone countries

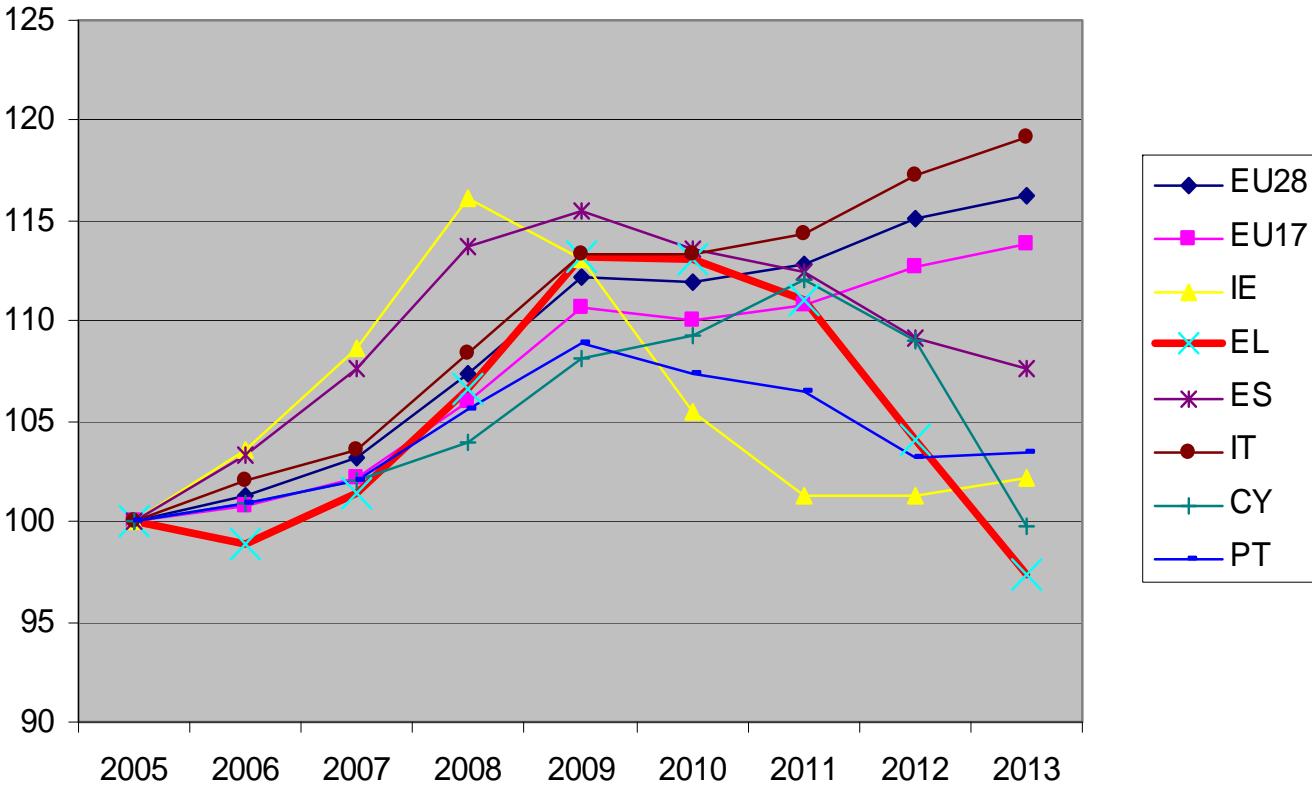
Gross fixed capital formation

Cumulative change 2008-2013 (in %)



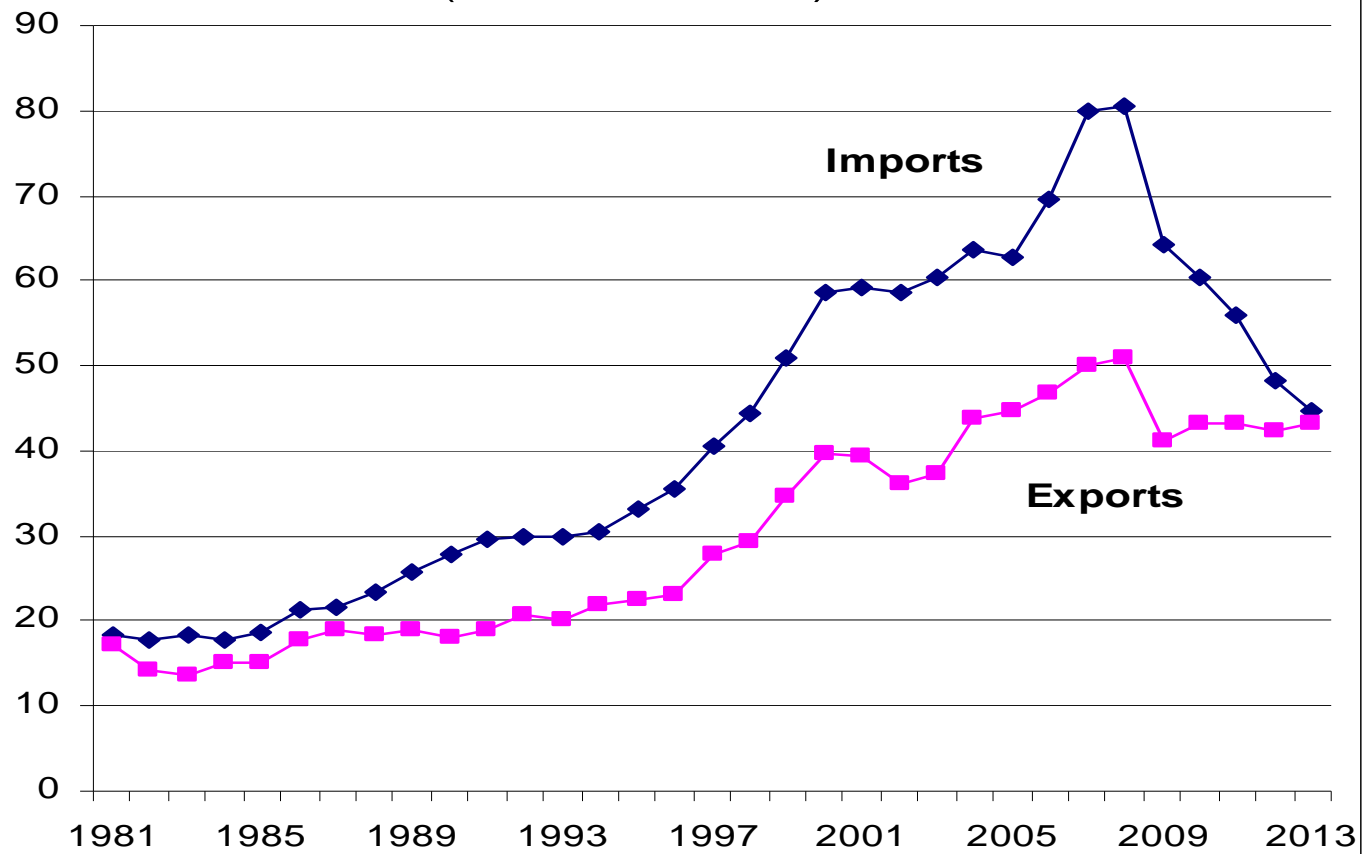
Source : Calculations based on data from Ameco Database, European Commission

### Unit Labour costs 2005-2013, 2005=100



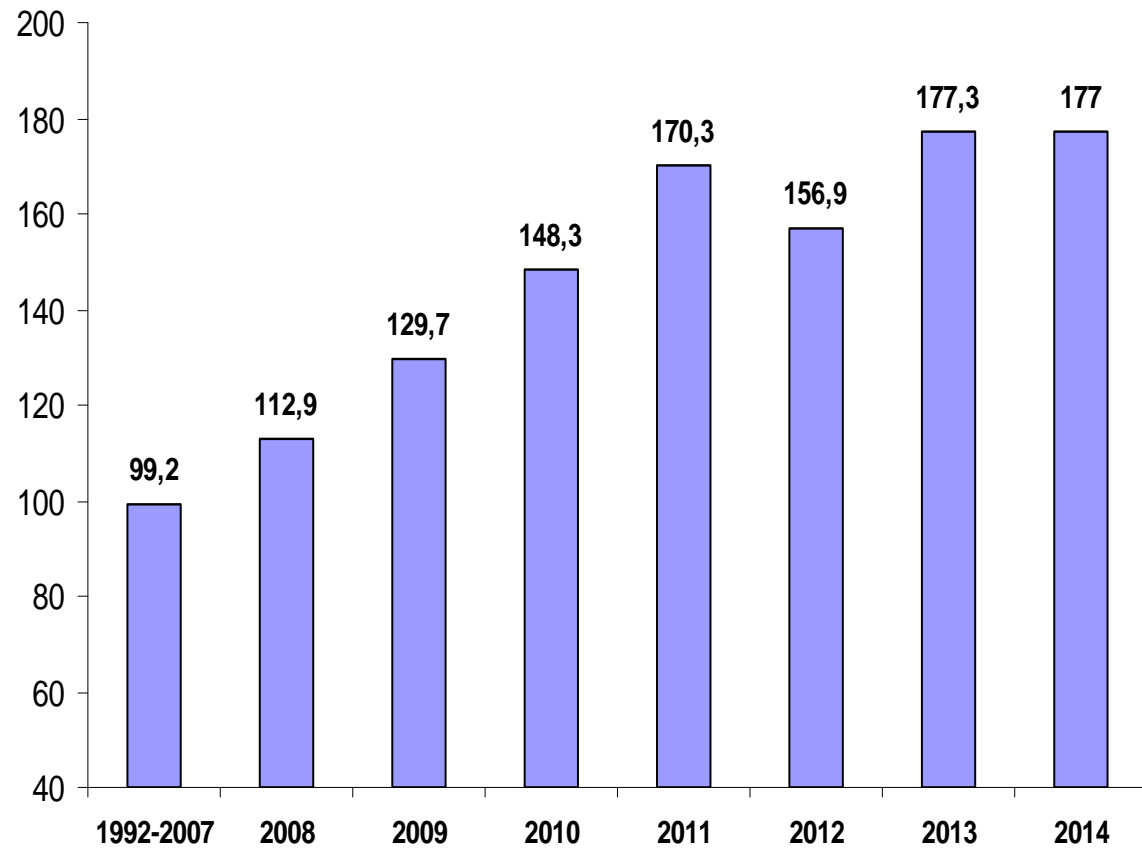
Source : Ameco Database European Commission

### Imports and Exports of goods and services at 2005 prices 1981-2013. Greece (in billion € 2005)



Source : Ameco Database, European Commiission

**General government gross dept**  
(as percentage of GDP)  
GREECE

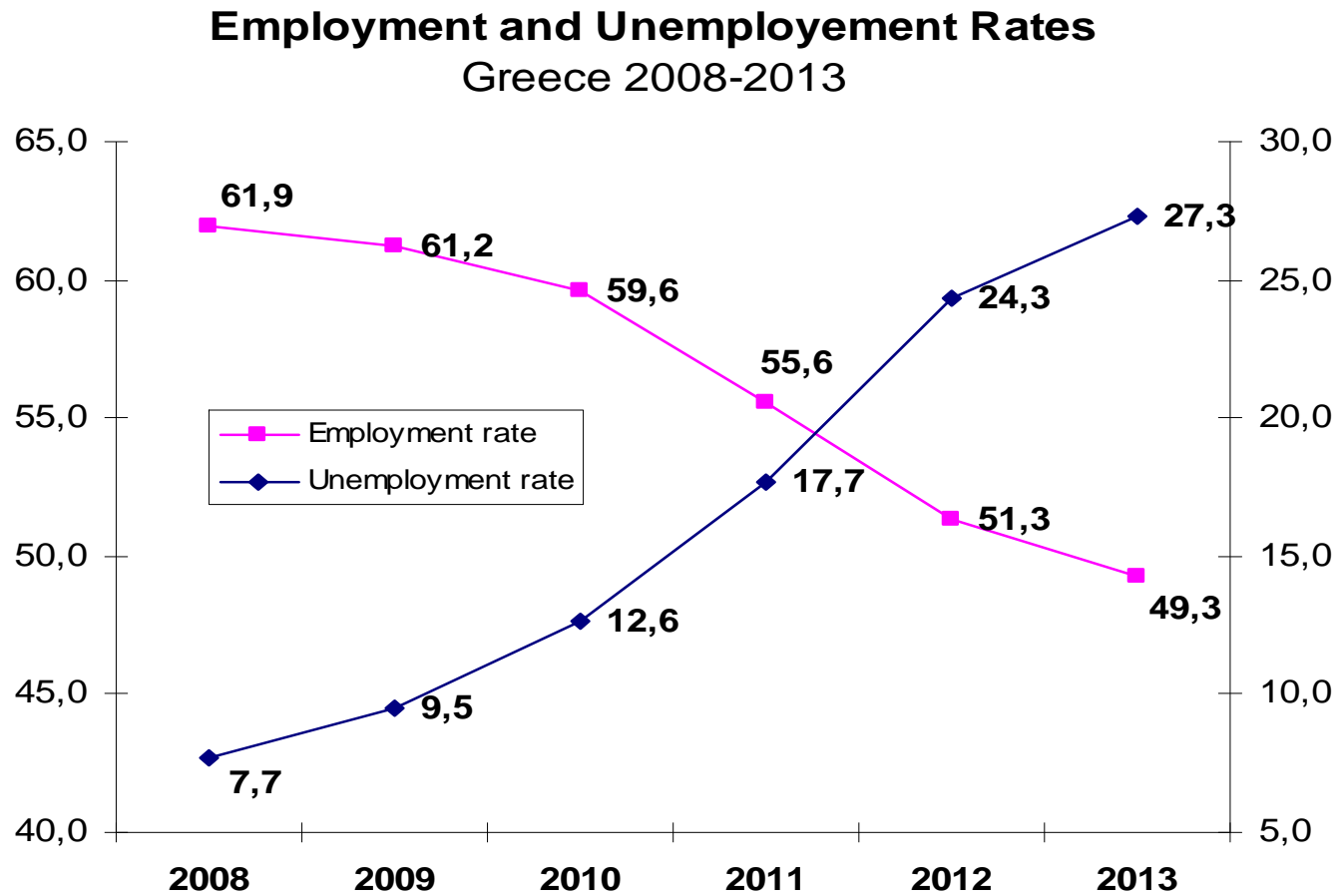


European economy, 2/2014

## GRÈCE: Thérapie de choc budgétaire & Dévaluation interne «Success story» et “Real Story” (2)

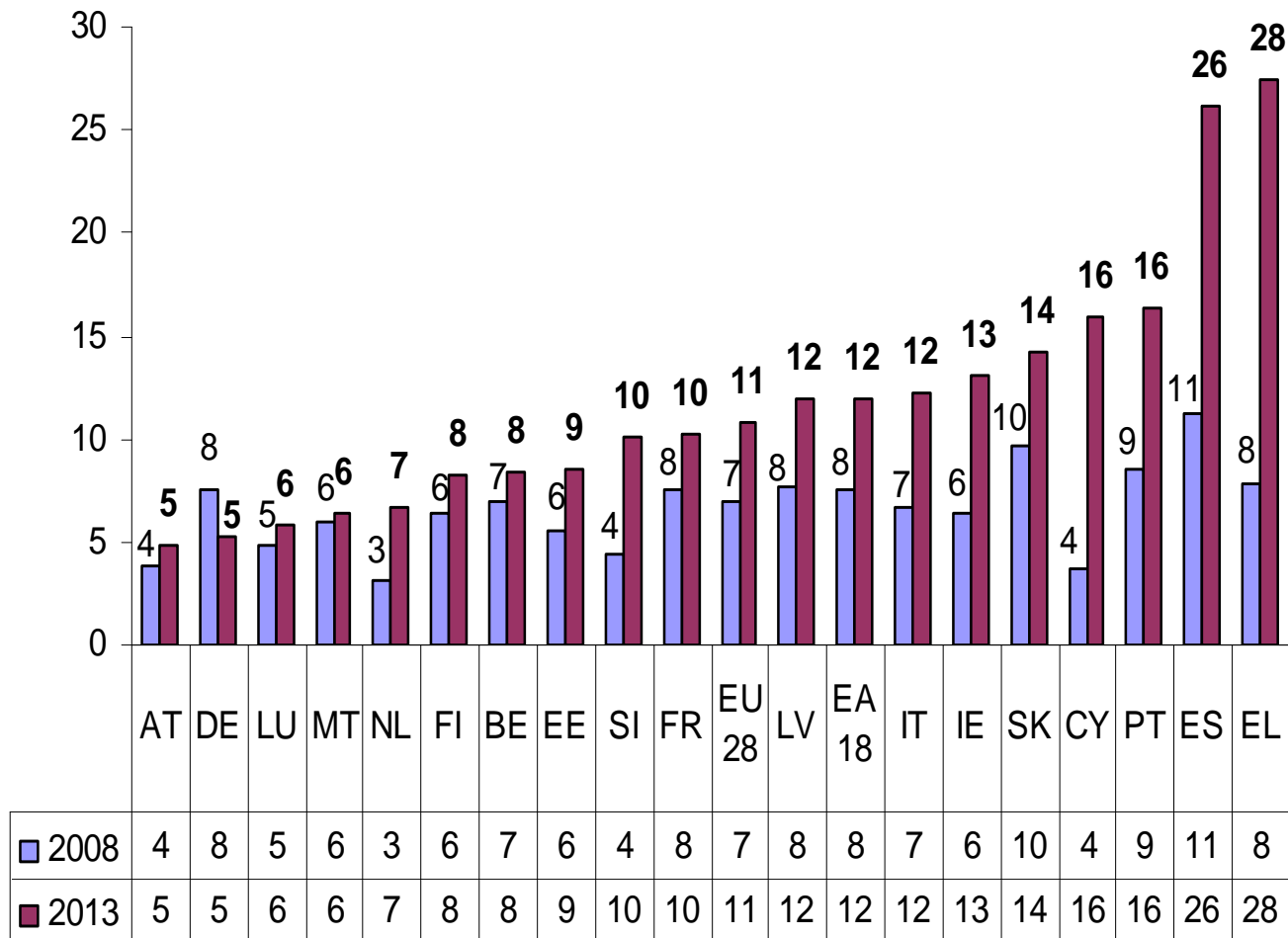
- Emploi: -19% (plus de 900 milles emplois perdus, il a fallu 20 ans pour les créer).
- 30% des entreprises ont cessé leurs activités
- Taux d'emploi (15-64 ans) : 49,3% en 2013 ( 61,9% en 2008)
- Taux d'emploi (20-64 ans) : 53,2% en 2013 ( 66,5% en 2008)
- Objectif agenda EU2020 pour la Grèce = 70%
  
- Taux de chômage : 27,8% (femmes 31,4%),
- Chômage jeunes :56,7% (femmes 61,5%),
- Chômeurs longue durée X 5 (70% du total chômeurs)
- Indémnités chômage : -22% (en 2012), entre 85-90% des chômeurs ne reçoit aucune indemnité ni autre aide sociale
- Pauvreté & exclusion sociale : 34,6% (3,8 millions de personnes).
- Personnes sans couverture santé : Plus de 2 millions

# Les impacts de la crise et des politiques appliquées sur l'emploi et le chômage sont impressionnants



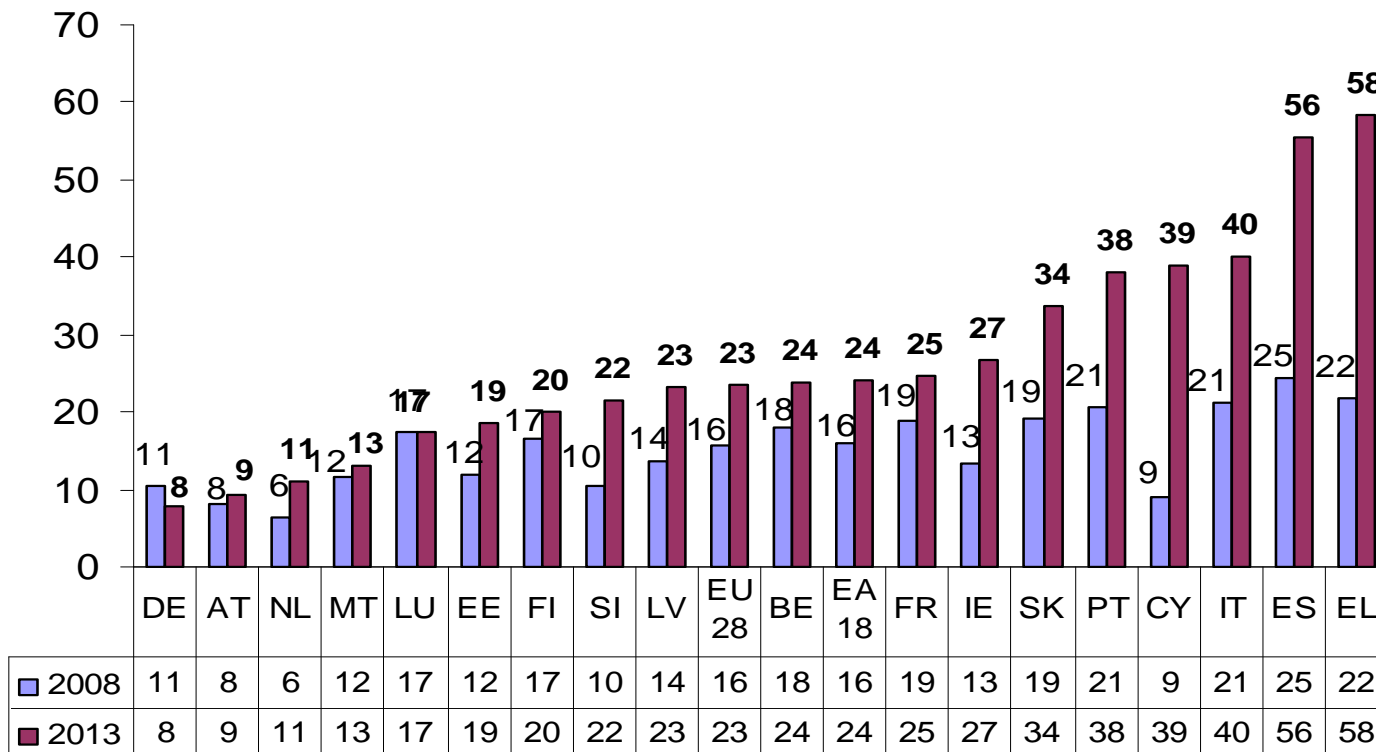
Source: Eurostat

## Unemployment Rates (%) Eurozone Countries 2008 & 2013



Source : Eurostat

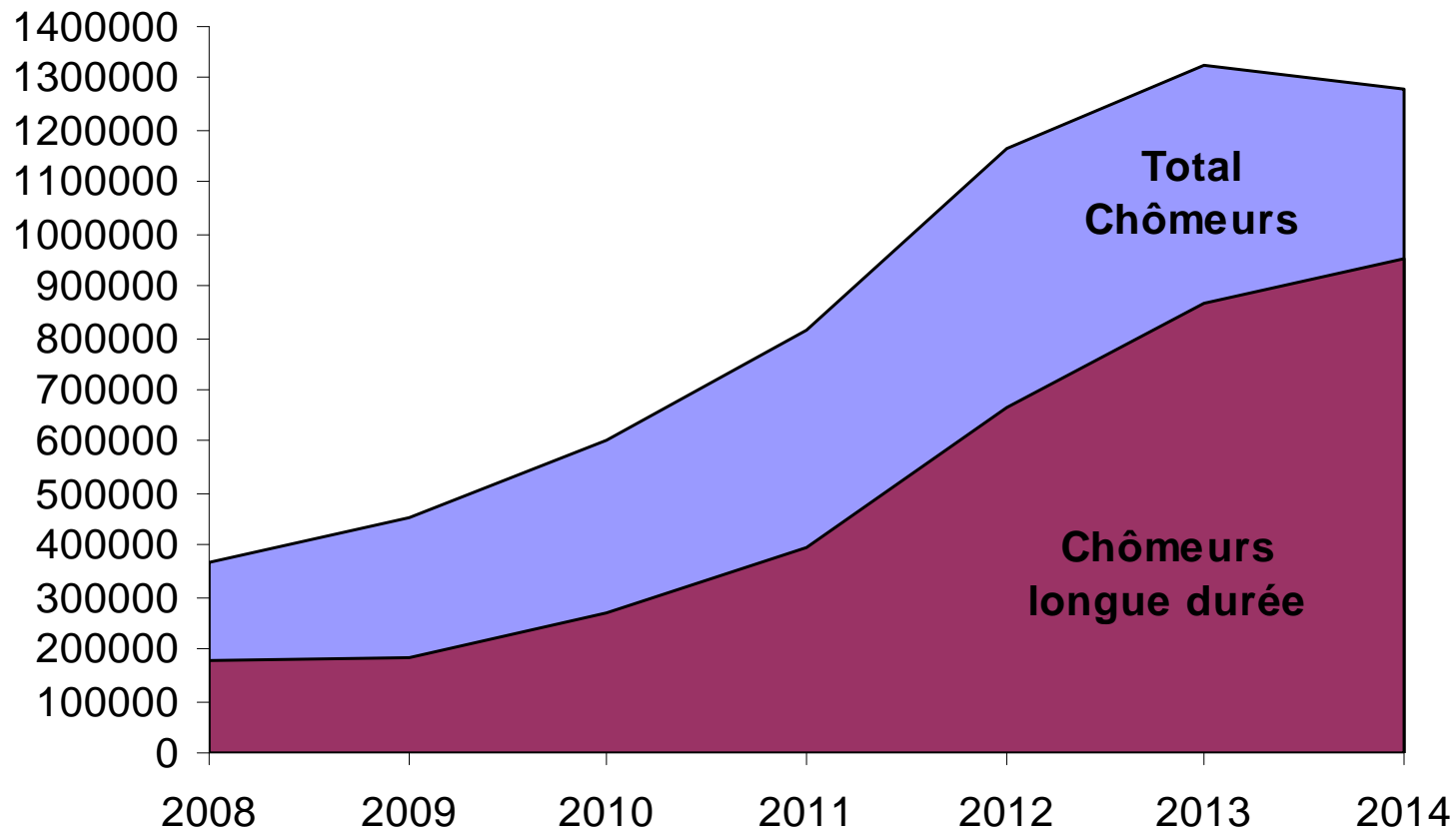
### Unemployment rates (less than 25 years) Eurozone countries 2008 & 2013



Source: Eurostat



## Evolution du nombre total des chômeurs et des chômeurs longue durée 2008-2014



Source : Elstat (EFT 2eme trimestre 2008-2014)

## Explosion du chômage – Baisse de la protection

### Pas de protection pour les chômeurs de longue durée

- Baisse de l'indemnité chômage de 22% (en 2012) + Plafonnement sur la durée d'indemnisation
- L'indemnité chômage : montant fixe (360 € par mois) sans lien avec le salaire précédent, durée maximale de 12 mois, les chômeurs longue durée exclus par définition - Aucune forme de Revenu Minimum garanti n'existe en Grèce
- **Entre 85%-90% des chômeurs ne dispose d'aucune indemnité chômage ou autre aide sociale au revenu.**

*A partir de 2014 :*

- Aide de 200 € par mois pour les chômeurs de longue durée (seulement 2,3% la perçoivent au 1er trimestre 2014)
- Instauration d'un revenu minimum, sous forme de **projet pilote** dans 2 localités du pays ( !), il est encore en cours d'élaboration...

## La baisse du chômage et l'amélioration de la protection des chômeurs

constituent des conditions fondamentales pour affronter la crise humanitaire

- Le chômage atteint des niveaux historiques
- Augmentation du travail non déclaré
- Amplification du phénomène des arriérées de salaires (plus de 800.000 salariés confrontés à des retards de paiement, allant de 2 mois à 1 an)
- Gonflement des crédits hypothécaires non remboursés
- Pauvreté & exclusion sociale : 34,6% (3,8 millions de personnes).
- Personnes sans couverture santé : Plus de 2 millions
- **Le chômage massif alimente la pauvreté massive et constitue une bombe pour le système de la sécurité sociale**

## Des niveaux de chômage inacceptables en temps de paix

- ils ne peuvent pas être attribués à l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail, aux « rigidités » du marché du travail et des salaires comme prétendent les approches néoclassiques et néolibérales dont s'inspirent le programme d'ajustement
- La nouvelle situation crée : une population active nouvelle avec des qualifications plus élevées par rapport au passé a le choix entre le chômage, le travail rémunéré avec des salaires très bas (« argent de poche »), le travail au noir et l'émigration
- **Avec des hypothèses utopiques, le PIB et l'emploi nécessiteront plus 15-20 ans d'évolution favorable pour revenir au niveau où il a commencé le processus catastrophique de la crise et des programmes d'austérité**

## **Recycler des recettes anciennes qui ont échoué ne constitue pas une solution**

- Les choix stratégiques de dérégulation du marché du travail (flexibilité de l'emploi et des salaires) ne permettent pas d'affronter le problème du chômage
- **La lutte contre le chômage doit être un objectif de la politique macroéconomique**
- La croissance et la création d'emplois passe par la mise en cause des politiques d'austérité et de dévaluation interne et par un plan européen d'investissement
- Le critère de l'emploi et/ou du chômage doit faire partie des objectifs de la BCE et devrait constituer un critère à respecter au même titre que les autres critères de l'UE

## Besoin urgent d'un changement fondamental de cap dans les politiques européennes et nationales

- **L'Europe manque cruellement d'une stratégie économique, d'un projet social et d'un fonctionnement démocratique.**
- La sortie de la crise ne signifie pas simplement équilibrer les finances publiques dans un borbier prolongé de misère économique et des décombres sociaux
- **La réponse à la crise ne dépend pas seulement de choix nationaux mais aussi des politiques et évolutions au niveau de l'UE.**
- Dans les pays en crise la Troïka et les programmes d'ajustement se désintéressent complètement du système productif et des conséquences sociales provoquées par les politiques appliquées
- L'UE doit arrêter de menacer et de terroriser des sociétés entières et doit rendre enfin clair le projet qu'elle désire imposer ou négocier
- **Il temps de changer de politiques** si l'on veut maintenir vif le projet de l'intégration européenne
- *Il faut donner* **priorité à l'emploi décent et à la justice sociale**

# Les priorités immédiates pour le monde du travail

- Rétablissement de la protection collective des travailleurs (à travers le droit du travail mais aussi à travers la négociation collective bilatérale autonome à tous les niveaux) et augmentation des minima salariaux
- Dans les pays en crise il y a besoin d'un plan d'urgence pour faire face à des besoins sociaux fondamentaux (logement, alimentation, couverture santé ...), des mesures pour soutenir le revenu des plus faibles, pour réduire l'extrême précarité au travail et pour protéger les chômeurs

**Des politiques publiques** (aux antipodes des politiques appliquées actuellement) **sont nécessaires afin de renforcer**

- La sécurité sociale et la protection sociale, la santé et l'éducation publiques, les infrastructures sociales mais aussi pour protéger les biens publics
- une juste répartition de l'impôt (progressivité de l'impôt, relation impôt direct /indirect, fraude & évasion fiscale et «cadeaux fiscaux”) et une harmonisation fiscale pour les sociétés et le capital en Europe
- Un système bancaire au service de la production, du développement et de l'emploi



## **La réponse et la sortie de crise ne dépend pas seulement des évolutions et des choix nationaux, mais aussi des évolutions et des politiques européennes**

- **Au niveau européen** il faut des décisions importantes concernant le problème de la Dette, l'union bancaire, la Politique Monétaire, l'adoption d'un agenda de croissance, le développement équilibré entre Etats-membres mais aussi le dumping salarial, social et fiscal.
- **Au niveau national**, il faut la possibilité d'utiliser des instruments économiques qui permettent parallèlement l'augmentation du PIB et la baisse des déficits. Cela passe par l'annulation ou le renversement d'éléments fondamentaux des Memoranda et de la «nouvelle gouvernance économique» et l'augmentation des investissements publics et privés.
- **LES BESOINS SOCIAUX, LES DROITS FONDAMENTAUX ET LA DEMOCRATIE SONT PRIORITAIRES**